

# LA NATION

## journal vaudois



Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.

Le numéro: 3 francs. Abonnement annuel: 72 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 30 francs; payable au compte de chèques postaux 10-4772-4

### † Philibert Muret

Philibert Muret, décédé le 3 mars dernier à l'âge de nonante-six ans, fut le seul véritable journaliste de *La Nation*. C'était en tout cas l'avis de M. Regamey, qui appréciait son style coulant, efficace et dépourvu de jargon. Son premier article, «La démocratie à l'école», parut dans *La Nation* N° 67 de juillet 1936.

Le 9 juin 1960, alors rédacteur en chef et éditorialiste un numéro sur deux, il prenait un premier congé de ses lecteurs: *Il faut savoir choisir. Il est [...] tout à fait naturel que, venant d'être appelé à une charge judiciaire, je pose la plume qui m'a servi, depuis près d'un quart de siècle, à noircir tant bien que mal le papier de ce journal. Je le fais librement, par un simple souci de la fonction. Pour voir là une diminution de liberté, il faudrait ne considérer que la conception anarchique de la liberté, conçue comme le droit de répudier toute règle.*

Dix-huit ans après, le 10 mars 1979, il reprenait du service pour un nouveau quart de siècle: *[...] aujourd'hui mon devoir d'état a pris fin: je reprends ma liberté d'expression. Pas plus compliqué que cela! On s'engage sans réserve, mais on respecte minutieusement la lettre et l'esprit du jeu auquel on participe. Cette attitude si nette fut sans doute propre à sa génération, mais elle relevait aussi de la morale scout – il fut un chef marquant de la Brigade de Sauvabelin – et de l'esprit militaire – il termina sa carrière comme lieutenant-colonel.*

Un de ses articles les plus personnels, «Pédagogie dure, pédagogie douce» (8 septembre 1979), débutait par les huit quatrains du poème «If...» de Rudyard Kipling, dans la traduction de Maurois. «If...», c'est le *gentleman*, la fleur de la civilisation britannique. Philibert Muret le commentait ainsi:

*Ce type d'homme, fruit d'une pédagogie rigoureuse, a passé sur le continent, en bonne partie, il faut le dire, par le canal du scoutisme. [...] L'homme formé à cette école sera un homme de devoir et de*

*service, entraîné par la pratique de l'effort à ne pas s'écouter, à faire taire les appels de son corps (en particulier ceux du sexe), à se cuirasser contre ses sentiments, à respecter sans discussion un certain nombre de conventions sociales. [...] Cette pédagogie traditionnelle – appelons-la dure, par opposition à l'autre qui va suivre – a pétri des générations d'hommes pondérés, dévoués à de grandes causes, résistants aux tempêtes, mais souvent aussi introvertis, refoulés, peu sentimentaux ou plutôt peu expressifs et peu spontanés. Je schématise, bien sûr, et l'individu le plus drillé saura aussi déposer sa cuirasse pour jouer, rire ou aimer. Mais ce n'est pas dans sa nature de se donner sans réserve («Si tu peux être amant sans être fou d'amour...»). Engagement et fidélité, fougue et maîtrise de soi, on aura reconnu plus d'un trait caractéristique de notre ami. Il organisait sa vie et ses actes en fonction de l'essentiel à ses yeux. Le corps et l'intendance n'avaient qu'à suivre.*

Mais les mœurs évoluent, et avec elles, les méthodes d'éducation. *Il faut reconnaître aussi, continuait Philibert Muret, que cette même pédagogie a abouti, surtout depuis que les institutions traditionnelles se déglinguent, à des échecs retentissants: combien d'enfants élevés «à la Kipling» dans les meilleures intentions n'ont-ils pas fini paumés, drogués, révoltés, délinquants? C'est le thème de cet autre «If...», le film de Lindsay Anderson qui décrit la révolte de jeunes collégiens anglais contre l'idéal de Kipling dégradé en héroïsme de pacotille et en formules creuses. Notre ami l'avait-il vu?*

Philibert Muret était libéral, non certes de doctrine ou de parti, mais il cultivait ce que le libéralisme offre de meilleur, le respect des personnes, la mesure dans le discours, la capacité d'entendre et de prendre en compte les arguments de ses adversaires.

Il était de ces officiers supérieurs qui ne désapprennent pas à obéir sous prétexte

qu'ils ont des subordonnés. Politiquement, il était resté un simple soldat qui se pliait sans problème aux exigences objectives de la situation. Il avait toujours une deuxième vitesse à passer en cas de coup dur. A plus de nonante ans, il lui est arrivé de consacrer une partie de la nuit à rédiger un article décrié urgent par un rédacteur en chef qui aurait pu être son petit-fils... et n'avait jamais seulement atteint le grade de caporal!

C'était un homme de combat. Les durs affrontements qui ne manquèrent pas lui enseignèrent une précieuse leçon: «Quand on est attaqué, que l'attaque soit justifiée ou non, il faut faire front immédiatement et ne pas céder un centimètre; ensuite, on peut voir...».

Il participa, aux côtés de MM. Regamey et Manuel, au fameux avis de droit justifiant la prétention des Jurassiens à se séparer de Berne pour se constituer en Etat souverain. Mais sa grande aventure politique fut le secrétariat de l'initiative «pour le retour à la démocratie directe». Il existe assez de littérature sur cette réussite de la Ligue vaudoise, qui fut aussi la sienne, pour que nous n'allongions pas. Qu'il nous suffise de dire que, de 1945 à 1949, il y consacra plus que généreusement son énergie et son temps. Il n'est même pas sûr qu'il ait eu conscience de cette générosité: il faisait ce qu'il y avait à faire, voilà tout.

Il souffrait de la difficulté que nous avons à nous faire entendre et à incliner les décisions politiques dans le sens du bien commun vaudois: «La Ligue vaudoise a un bon moteur, disait-il, mais la courroie de transmission est insuffisante.» Homme d'action, il incriminait notre manque d'énergie et d'organisation. Il voulait que nous en fassions plus, que nous soyons plus présents et plus efficaces. Son slogan préféré était: «Une Nation par semaine, une conférence par mois, une affiche par année!». Lié par sa profession à tout un monde officiel, il sous-estimait à notre avis la profondeur théorique et pratique qui

nous sépare du monde des partis et des élections.

Mais c'est avec raison qu'il nous houspillait: avions-nous pris contact avec tel nouveau politicien? qu'en était-il de nos relations avec la Suisse allemande? A quand la prochaine initiative?

Nos séances de rédaction commencent toujours par une critique du dernier numéro paru. Il était rarement satisfait. Sa critique portait tant sur les coquilles que sur le fond et l'opportunité. Politique pur, il jugeait que *La Nation* devait publier avant tout des articles sur le fédéralisme, l'armée, la justice, les sujets de votation et d'une façon générale sur les questions institutionnelles. D'un article consacré à la musique ou à la littérature, il disait: *Oui, oui, c'est un article très intéressant, je ne le conteste pas, mais je ne vois pas ce qu'il fait dans La Nation...*

Ces critiques, parfois excessives, manquaient. Les générations nées après la guerre – le soussigné en fait partie – sont bien vite satisfaites et se trouvent bien facilement des excuses.

Son dernier article parut dans le numéro 1838 du 6 juin 2008, sous le titre «Presse et justice». Passé cette date, Philibert Muret déclara n'avoir plus la capacité de concentration nécessaire à la synthèse rédactionnelle. Il continua pendant quelques temps de venir aux séances de rédaction, mais sa surdité croissante les lui rendait pénibles et, durant l'hiver rigoureux que nous subissons, il espéra puis supprima ses visites.

Et puis, il y a trois semaines, par un lundi soir de neige en rafales, on le vit arriver comme si de rien n'était. Il n'intervint pas, se bornant à assister à la discussion. Sentant la fin venir, il était venu prendre discrètement congé de ses amis, du journal et du mouvement auquel il avait tant donné.

Nous assurons sa femme, ses enfants et leurs familles de notre amitié. Nous perpétuerons sa mémoire.

OLIVIER DELACRÉTAZ

### Revue de presse

#### L'Allemagne lave plus blanc

Dans *Commentaires.com* du 4 mars, Jean-Philippe Chenux lève un joli lièvre:

*Pour mener l'assaut contre la place financière helvétique et son secret bancaire, l'Allemagne recourt volontiers au langage de la morale. Elle n'est pourtant pas, en cette matière, un parangon de vertu. Outre le fait qu'elle pratique le recel en achetant des listes de clients dérobées aux banques suisses, ce qui est problématique pour un Etat de droit, voilà qu'elle apparaît dans le cadre de l'OCDE comme un éminent acteur du blanchiment d'argent sale. C'est ce qui ressort d'un rapport semi-confidentiel du Groupe d'action financière (GAFI), organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Au secrétariat du GAFI, à Paris, on indique qu'aucune reproduction ou traduction de ce rapport ne peut être faite sans autorisation écrite*

*préalable. Il n'empêche que les conclusions du document ont filtré sur la grande chaîne allemande ZDF, le 18 février, et dans le Stern du 20 février.*

*Curieusement, ces informations ont été ignorées par nos médias, presse financière comprise...*

*Un expert suisse en matière de lutte contre le blanchiment, Daniel Thelesklaf, codirecteur du Basel Institute on Governance, proche de l'Université de Bâle, n'a pas hésité à déclarer sur ZDF et au Stern: «Si j'étais un blanchisseur d'argent, il y a longtemps que je n'irais plus au Liechtenstein, mais en Allemagne!»...*

*C'est ainsi que l'arbre de l'évasion fiscale cache la forêt du blanchiment de capitaux. Un blanchiment lié à la criminalité organisée, au trafic de drogue et à la criminalité économique internationale, toutes activités dont les bénéficiaires sont aisément recyclables en République fédé-*

*rale, ce qui n'est pas le cas en Suisse. Où est la morale dans cette histoire?*

Nulle part, bien sûr! Mais la morale de cette histoire se trouve dans la citation de Thucydide par laquelle le journaliste ouvre son article: «Le fort fait ce qu'il a le pouvoir de faire, le faible accepte ce qu'il ne peut qu'accepter.»

Ph. R.

#### On paye pour les Genevois

L'affaire Kadhafi que nos confédérés genevois ont réussi non seulement à déclencher mais à faire rebondir par la publication d'une photo de police, a suscité des commentaires chez divers parlementaires fédéraux, ainsi que nous le rapporte M<sup>me</sup> Christiane Imsand («Prudent optimisme des milieux politiques», *La Liberté* du 23 février):

*[...] Luc Recordon imagine difficilement le colonel Kadhafi gracier Max Göldi sans un geste de Genève. Cela*

*concerne moins les conditions d'arrestation d'Hannibal Kadhafi que la publication des photos de police par la «Tribune de Genève». «La fuite policière qui a permis cette publication est impardonnable», tonnent Carlo Sommaruga et Martine Brunchwitz-Graf. Tous deux estiment en outre que le quotidien genevois s'est conduit de façon irresponsable en publiant ces photos qui n'apportent aucun élément d'information.[...]*

Inconscience? Désir de faire vendre le journal? Volonté de nuire au président Merz qui venait d'annoncer avoir trouvé un accord avec Kadhafi lors de leur rencontre à l'ONU? De toute façon, le mal est fait et les autres payent: les otages et leurs familles, les entreprises suisses puis européennes empêchées de commercer avec la Libye, les confédérés qui assument les frais diplomatiques de cette crise interminable. Merci à Genève et à sa Tribune!

E. J.

## Un examen difficile

Question bien difficile posée aux citoyens français, sur la conception qu'ils se font de leur propre identité nationale. Mais aussi question que chacun se pose partout, en tous pays, dans sa situation, son métier, ses engagements divers; ce qui ne veut pas dire que la réponse soit là, à portée d'interrogation, dans une assemblée ou lors d'un sondage politique. Le plus sage est de chercher un éclairage chez les penseurs, les écrivains ou les artistes qui ont su exprimer ce que ressentent les gens en général, sans pouvoir le conceptualiser. Ne soyons pas étonnés que la campagne mise sur pied par Nicolas Sarkozy et son ministre Eric Besson ait apporté des résultats «décevants». Lors de la délibération à l'Assemblée nationale, les députés étaient douze à prendre part!

Alain Finkielkraut a consacré deux émissions à ce sujet dans le cours de 2009. L'une des deux avait comme invités Michel Winock, historien et écrivain, et François-Georges Maugarlonne, un politique; la discussion est partie du constat que l'héritage de la France est double: l'un monarchique et catholique, l'autre fondé sur la philosophie des Lumières et l'idée de Nation une et indivisible. Ce qui a permis aux deux conceptions de coexister, c'est d'une part l'introduction, dans la Constitution, de la laïcité, notion spécifiquement française, absolument inconnue de tous les autres pays. (C'est ce qui a été affirmé; mais faire de la laïcité un déterminant de l'identité paraît assez pauvre, car son contenu est plus négatif que positif.) D'autre part, comme deuxième facteur d'unité est mentionnée la guerre, celle de Valmy d'abord, qui prépare celle de Verdun! (Nulle mention des guerres napoléoniennes ni de celle de 1871!) Et les interlocuteurs de se demander si, présentement, les immigrés ne jouent pas ce rôle d'unificateur des volontés.

Enfin, Finkielkraut fait intervenir un troisième facteur, positif celui-là, la langue, la littérature. La littérature a une place prépondérante chez les Français dans la conscience qu'ils ont d'eux-

mêmes; les étrangers l'attestent; les Allemands par contre privilégient la philosophie et la musique. Michel Winock ajoute que les étrangers sont stupéfaits d'entendre, dans les débats politiques, les orateurs citer les grands auteurs de «notre» littérature. Et n'oublions pas la gloire du roi Voltaire, dont la dépouille fut transportée au Panthéon. Et celle de Victor Hugo. Et les noms littéraires qui se sont ajoutés à des noms géographiques: Illiers est devenu Illiers-Combray en l'honneur de Proust, Milly est devenu Milly-Lamartine, La Haye, La Haye-Descartes.

Cependant la littérature, en ces temps, est en mauvaise posture; elle est, vis-à-vis des immigrés, comme aussi des enfants français, un héritage et, pour reprendre une expression de Renan, un héritage non racial, c'est-à-dire qu'il se transmet par la langue, et donc principalement par l'école. Or, l'école est en pleine difficulté et incapable de jouer le rôle d'instrument d'assimilation, comme elle le fut naguère, avec le parti communiste avant qu'il ne disparaisse, et avec l'Eglise qui ne peut plus intervenir s'agissant de populations non chrétiennes. Des groupes politiques importants, la gauche en particulier, refusent de voir le problème, et accusent ceux qui en parlent d'ostracisme, de xénophobie.

De ce fait règne, chez les immigrés en majorité, un mépris, voire une haine à l'égard de tout ce qui porte le nom de français. On en a pour preuve les productions de certains rappers à succès, et les sifflements qui ont accueilli en Afrique du Nord des matches de football où la Marseillaise voulait célébrer la victoire. Et c'est le refus de toute intégration: «Je ne suis pas un Français issu de l'immigration, je suis un Français faisant partie de la diversité française» (celle-ci englobant tout ce qui reste étranger, donc non assimilable).

L'enseignement de l'histoire a une responsabilité dans cette dégradation de l'esprit, disent les historiens: il ne se montre plus capable de s'inscrire dans

le cœur des étudiants. C'est un enseignement européen par la matière (Athènes, le Moyen-Age, et particulièrement la belle période de l'Andalousie, et ensuite la formation de l'ensemble continental); c'est comme un nouveau catéchisme voué à former de bons citoyens, mais sans rien de spécifiquement français. La tendance est à déconstruire le «roman national», l'«histoire sainte» française, celle des grands hommes et des grands événements. Et François-Georges Maugarlonne nous apprend qu'une histoire franco-allemande est en chantier; il sera heureux, quant à lui, de ne plus enseigner les batailles et les conflits, mais plutôt les hauts faits de l'art, la Joconde, la Neuvième et la Sixtine.

En somme, cette discussion nous apporte peu de lumières sur l'identité que peuvent découvrir en leur intimité les Français; à part la langue et la littérature, où l'accord est facilement acquis, on nous parle surtout de sujets de division (dans les blogs, les critiques sont virulentes à l'égard de cette initiative malheureuse du gouvernement). L'identité, pensons-nous, est faite de ce qui est commun à tous, des réussites dans les multiples domaines de la vie des hommes, matériels, sociaux, intellectuels, spirituels. La laïcité, qui devrait être une mesure d'apaisement des conflits religieux, reste aussi une occasion de conflit suivant le sens que chacun lui donne.

La seconde émission de *Répliques* sur le même sujet est beaucoup plus positive, grâce à la participation d'une Bretonne, Mona Ozouf, historienne et écrivain, et d'un Limousin, Jean Baubérot, sociologue des religions et titulaire d'une chaire d'histoire de la laïcité. L'un et l'autre font référence à leur passé et leur enfance dans une famille en province. Mona Ozouf fait *Retour sur une enfance bretonne* sous le titre de *Composition française*, indiquant par là l'autre source de sa formation: les études supérieures, l'université, Paris, une autre connaissance du pays, de son histoire, des milieux intellectuels.

### La Suisse a-t-elle un avenir?

Quel est l'avenir de la Suisse, petit pays situé au centre géographique de l'Europe mais, comme nous le rappelait si ironiquement M. Kouchner le 16 février dernier, pays isolé et non membre de l'Union Européenne? La Suisse est-elle réellement si isolée et délaissée par ses voisins en cette année 2010 où elle préside le Conseil de l'Europe et organise le Sommet de la Francophonie?

Roger Friedrich, fédéraliste «de la première et de la dernière heure» comme il aime le dire en citant notre journal, brosse un tableau très personnel de la Suisse dans son ouvrage paru à la fin de l'année dernière<sup>1</sup>. Il n'a ni le but ni la prétention de répondre à la question de savoir comment se préfigure l'avenir helvétique, mais offre plutôt ses réflexions sur ce qu'il appelle la «complexité» de la Suisse. Correspondant pour la *Neue Zürcher Zeitung* successivement dans les trois régions linguistiques jusqu'en 2001, il en tire une longue expérience qui lui permet de comprendre combien l'équilibre entre leurs différences était tout sauf statique.

Le travail d'un correspondant n'est pas le même que celui d'un journaliste dans sa ville. Le correspondant écrit pour son public mais parle d'une autre

région. Cela a donné à M. Friedrich une perspective toute personnelle sur les territoires qu'il traversait. Ses pas – ou plutôt le train – l'ayant aussi mené au Tessin, il éprouve une affection particulière pour ce canton dans lequel on n'entre pas comme dans n'importe quelle zone géographique, surtout lorsque l'on vient de Zurich. Apparaît donc naturellement le sujet du Gothard.

Le Gothard est l'un de ces éléments que M. Friedrich développe comme représentatif de la diversité culturelle. Plus qu'un col ou un tunnel, plus qu'un passage à travers les Alpes, il est devenu un réel mythe. Il n'y a pas de frontière semblable entre Suisse alémanique et Suisse romande, de telle séparation physique. On parle de «Röstigraben», mais ce n'est qu'un concept: il ne se matérialise pas comme le fait le Gothard. Selon notre auteur, cela implique des différences de relation entre les régions, et il met en évidence une autre ligne de rupture: la ligne de partage des eaux (Rhin/Rhône) dans le canton de Vaud – donc plus à l'ouest de la frontière linguistique qui traverse les cantons de Berne et Fribourg. Elle se remarque à peine, mais coupant le canton en deux parties nord et sud, fait ressortir une «dynamique du Léman» opposée à celle de l'arrière-pays

qui tente de se lier aux régions de Neuchâtel et de Fribourg. D'où la question: «Va-t-on assister à l'émergence d'une métropole lémanique?»

Que le lecteur ne s'attende pas à trouver de réponse au titre provocateur qu'a choisi Roger Friedrich, ni le programme prometteur d'une vie quasi éternelle pour la Suisse, mais il découvrira un riche tableau: historique, linguistique, culturel, politique, géographique. Ce livre nous apporte une meilleure compréhension de l'importance du triangle des trois langues et de la variété si belle dont nous sommes acteurs, spectateurs, et peut-être aussi auteurs. Cependant, la défense de ces langues ne doit pas permettre le remplacement du fédéralisme des cantons par un fédéralisme des quatre cultures. On aurait peut-être aimé lire une conclusion forte, une réponse toute faite, mais est-il seulement possible d'en donner une? On ressort de ce livre comme l'on ressort d'un grand voyage... Effectué en train, évidemment.

CLAIRE-MARIE LOMENECH

<sup>1</sup> Roger Friedrich, *La Suisse a-t-elle un avenir? Réflexions sur les cantons, les régions et l'Etat fédéral*, Presse du Belvédère, septembre 2009.

L'enfance dans un village breton est déjà marquée par des oppositions constantes: le père est bretonnant quoique venant de la Bretagne francophone, la mère s'exprimant de préférence en français quoique venant de Basse-Bretagne (et sa mère à elle parlait le breton). Le père est d'un parti de gauche, il enseigne dans une école républicaine, tout en considérant celle-ci, par patriotisme breton, comme un «foyer d'impérialisme français à la pédagogie contraignante, pleine d'étroitesse et de chauvinisme»; mais il est ami des prêtres car c'est dans leur milieu qu'on a gardé le parler traditionnel. Les écoles sont divisées en laïque et confessionnelle. Mona est mise à la laïque, mais fait aussi son catéchisme à l'Eglise. Elle a ainsi trois sources d'enseignement: la maison (culture et langue traditionnelle), l'Eglise (enseignement religieux) et l'école (laïque). Plus tard, elle rencontrera encore beaucoup de fractures dans l'histoire de son pays, tout en gardant des souvenirs très riches de son enfance; elle ne voudra pas choisir entre ses fidélités; les premières sont plus de l'ordre du sentiment, de la complexion personnelle, les autres plus intellectuelles, plus tardives et – peut-être – plus présentes, mais ce n'est pas à nous de décider! Quand on lui pose la question: «Vous sentez-vous plus bretonne, ou plus française?», elle refuse le choix, affirme ressentir également les deux appartenances, et même une troisième, l'euro-péenne!

«D'où vient, se demande-t-elle, l'obsession de l'unité en France?» Au lendemain de l'exécution du Roi, qui symbolisait cette unité, répond en elle l'historienne, il a fallu la remplacer par l'affirmation et la concrétisation d'une autre unité, qui fut celle de la Nation. Et de fait, l'histoire montre que cette unité fut une obsession constante de tous les régimes politiques (suppression des corps intermédiaires, refus de deux chambres, etc.) jusqu'à ce que l'expérience apporte à la longue quelques tempéraments. Dans l'émission, comme dans son livre de souvenirs, M<sup>me</sup> Ozouf reproduit deux opinions contradictoires significatives sur le sens de l'identité française: celle de Julien Benda, «La France est la revanche de l'abstrait sur le concret»; celle de Thibaudet: «La France est un vieux pays différencié». Actuellement, selon Alain Finkielkraut, c'est celle de Thibaudet qui a la faveur de l'opinion publique: la Nation est faite de tous les apports divers, autochtones ou étrangers, langues, moeurs, coutumes, religions diverses, qui constituent, par leur présence sur un même territoire, la Nation dans son unité. Mais dans ces conditions, l'expression de nationalité française devient suspecte; universaliste chez Benda, elle devient particulariste selon Thibaudet et laisse supposer l'exclusion à l'égard des non-nationaux; le mot de natif renvoie à étranger, au repli sur une France «moisie». Et ceci n'est pas sans relation avec la mésintelligence observée entre les fractions de la société.

Pour Mona Ozouf, «Le Français est maximaliste; il n'aime pas les accommodements; il y a quelque chose dans la tradition française qui fait penser que l'on n'a rien obtenu tant que l'on n'a pas tout obtenu». Et voici une réflexion de M. Baubérot, qui n'est pas optimiste non plus, mais qui est un bel éloge d'un passé constitué de toute personne: «Ce qui risque le plus la disparition, c'est la culture de la maison.»

GEORGES PERRIN

## L'école vaudoise a-t-elle le droit d'échouer une nouvelle fois?

La période de consultation de l'avant-projet de réforme de la loi sur l'enseignement obligatoire prend fin aujourd'hui même. Le projet définitif s'opposera à l'initiative «Ecole 2010 – Sauvez l'école!» lancée en 2007 par des enseignants et des parents d'élèves. A la fin de cette année ou au début de la prochaine, nous voterons pour l'un ou l'autre projet.

Pendant ces quatre mois de consultation, Anne-Catherine Lyon et ses subordonnés ont fait une tournée de présentation de la nouvelle loi auprès de tous les enseignants vaudois de l'école obligatoire. Il y a quelques semaines de cela, nous apprenions par *24 heures* que la responsable du Département avait été «huée» lors d'une de ces séances de présentation à Vevey; derrière le gros titre, peu de choses en vérité: l'exposé de l'avant-projet a eu lieu comme prévu. Bien plus intéressant est le commentaire de la conseillère d'Etat à la suite de ce menu accrochage: «C'est un incident isolé. Ces séances se passent bien. J'aime sentir la salle réagir, chercher le meilleur chemin pour l'Ecole vaudoise.» Bel exemple de manipulation: des désaccords peuvent avoir lieu, de légers affrontements, mais ne sommes-nous pas tous ensemble unis dans la recherche du «meilleur chemin pour l'Ecole vaudoise»? N'allons-nous pas faire œuvre commune au-delà des divergences?... Eh bien non! Pour montrer que l'entier de cet avant-projet mérite d'être combattu, quelques coups de sonde suffiront pour l'heure.

### La pédagogie différenciée

Dans la présentation générale de l'avant-projet, certaines formules résument assez bien les idées fondamentales de ses concepteurs: il s'agit pour ces derniers de *viser des objectifs ambitieux mais néanmoins accessibles*, ainsi que de *fixer à la fois des objectifs d'égalité et d'excellence*<sup>1</sup>. Autrement dit, l'excellence est accessible à tous; il suffit de savoir s'y prendre; l'Ecole vaudoise, jusqu'à aujourd'hui, a passé à côté de son sujet. Sous les vœux pieux et apparemment généreux, les réformateurs montrent très peu de respect et d'égards pour les générations de maîtres qui ont formé les jeunes Vaudois. D'EVM même, des changements que cette dernière réforme a apportés, il n'est pas question. Il n'est pas besoin de patienter longtemps pour s'apercevoir du caractère révolutionnaire de l'avant-projet.

A partir de là, deux réactions sont possibles. La première consisterait à dire que, malgré le peu de sérieux de cette entrée en matière, qui devrait se présenter sous la forme d'un bilan et d'une critique précise, branche après branche, de la dernière réforme, il faut retenir les bonnes idées qui seront énoncées par la suite. La seconde réaction, qui est la nôtre, consiste à penser que les idées maîtresses du projet seront à l'avenant de cette introduction peu consistante.

Supprimer les filières, et le redoublement: telles sont les idées maîtresses défendues dans la nouvelle loi. N'entrons pas dans le détail des variantes proposées à leur sujet, puisqu'elles n'ont pas la préférence des concepteurs. Selon ceux-ci, les trois filières actuelles reposent sur un système inégalitaire aujourd'hui caduc: il ne serait plus vrai qu'il y a, scolairement parlant, des bons élèves, des élèves moyens et d'autres faibles. Il faut donc cesser d'enclasser les élèves selon leurs niveaux et adopter désormais des *mesures inclusives*: *Les mesures inclusives sont celles qui favorisent la proximité de tous les élèves, par opposition aux mesures séparatives représentées par les classes, les filières ou les écoles particulières*<sup>2</sup>. Il n'y aurait plus de classes particulières dans la nouvelle Ecole vaudoise, mais *des élèves ayant des besoins particuliers*<sup>3</sup>.

Ces élèves ayant des besoins particuliers ne sont pas seulement les élèves qui rencontrent des difficultés scolaires mais aussi les élèves allophones, les élèves atteints de troubles du comportement, ainsi que les handicapés. Mettez tous ces élèves dans une même classe; faites intervenir ponctuellement des enseignants spécialisés aux côtés de l'enseignant principal pour subvenir aux besoins particuliers de ces élèves et combler le retard qu'ils ont sur leurs camarades. Vous obtenez ainsi une classe où les élèves sont égaux et vivent en parfaite intelligence, cette composition idéale d'égalité et d'excellence que l'on nous annonçait plus haut. Voilà la recette, à peine simplifiée, que nous proposent les auteurs de l'avant-projet. Elle a pour nom: *la pédagogie différenciée*<sup>4</sup>.

Il ressort du chapitre consacré à la pédagogie différenciée une véritable phobie des différences comprises comme des inégalités: il faudrait, nous dit-on, *varier autant que possible les modalités de regroupements [des élèves ayant des besoins particuliers] afin*

*d'éviter toute stigmatisation*<sup>5</sup>. Surtout, les inégalités qui existent et qui continueront d'exister entre les élèves normaux dans l'apprentissage et la maîtrise des matières scolaires, ainsi que les inégalités, plus importantes encore, entre les enfants normaux et les enfants handicapés sont considérablement sous-estimées par les réformateurs. Elles apparaissent ici comme de légers maux, des défauts provisoires auxquels des interventions ponctuelles, chirurgicales, de spécialistes permettraient de remédier.

Il faudrait d'abord se demander si les inégalités entre les élèves en matière scolaire doivent être considérées comme des maux; ensuite, si un tel discours peut être sérieusement tenu face à l'évidence et à l'expérience auxquelles tout enseignant est confronté dans son métier: les élèves ne sont pas doués de capacités scolaires égales. Les réformateurs semblent avoir oublié que l'intelligence et le savoir humains ne s'exercent pas uniquement en français et en mathématiques.

### A la place des filières, les niveaux

Dans une telle conception pédagogique, que viennent faire les *niveaux*<sup>6</sup>? L'avant-projet prévoit en effet de remplacer les trois filières par deux niveaux, *standard* et *élevé*, dans certaines branches. A partir de la 7<sup>e</sup> année, les élèves seraient répartis sur ces deux niveaux en français et mathématiques, puis, à partir de la 8<sup>e</sup>, également en allemand et en sciences. Ne retrouvons-nous pas ici les classes et une hiérarchie entre les élèves que l'on voulait éviter à tous prix lorsqu'il était question de pédagogie différenciée? L'incohérence est flagrante. La contradiction apparaît d'ailleurs noir sur blanc dans le chapitre concerné: *Dans le système à niveaux, les élèves accomplissent les 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> [actuellement 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup>] années ensemble. Ils sont répartis en niveaux d'abord pour 2 disciplines, puis pour 4<sup>7</sup>*. Il est donc possible pour les élèves, selon la logique curieuse des réformateurs, d'être à la fois ensemble et répartis en niveaux dans quatre branches.

Relevons encore la répartition purement arbitraire dans ces niveaux: à la fin de l'actuelle 6<sup>e</sup> année, *le conseil de direction répartit l'ensemble des élèves au degré secondaire à égalité dans les niveaux standard et élevé en fonction des résultats obtenus*<sup>8</sup>. Pourquoi à *égalité*? Cette répartition initiale serait valable pour trois mois: *A l'issue de ces trois mois, le conseil de direction corrige cette répartition sur la base des résultats obtenus durant cette période*. La 5<sup>e</sup> et la 6<sup>e</sup> ne suffisent donc pas pour sélectionner les élèves; il faut y ajouter trois mois. *Ces corrections ne peuvent toutefois intervenir que pour le passage d'un niveau standard à un niveau élevé*. On pose donc a priori qu'il n'est possible de se tromper que dans un sens. Il n'est pas risqué d'affirmer que cette sélection en niveaux ne tiendra pas longtemps dans un tel système.

### Suppression du redoublement

L'idée de supprimer le redoublement découle tout droit de la pédagogie différenciée. Les élèves qui n'ont pas le nombre de points suffisants pour passer l'année recevront des mesures d'aide ou d'appui ciblées pour combler leurs lacunes, mesures qui – cela semble être une évidence dans l'esprit des réformateurs – doivent suffire. Les évaluations pendant toute la durée du degré secondaire ont ainsi une valeur purement formative et indicative. L'échec est seulement temporaire. On aurait manqué de

patience et de finesse de jugement envers les élèves en difficulté jusqu'à présent en les faisant grossièrement redoubler une année scolaire.

Soit donc l'élève lambda dont les notes sont insuffisantes en 7<sup>e</sup> année; il passe en 8<sup>e</sup>; malgré les mesures d'appui qui sont prises à son égard, ses résultats sont toujours insuffisants; il passe en 9<sup>e</sup> année, se trouve alors au bénéfice de mesures d'appui renforcées. (On suppose, dans un tel raisonnement, qu'on dispose de tous les moyens envisagés dans l'avant-projet pour s'occuper de tels élèves en difficulté.) A la fin de la 9<sup>e</sup> année, il échoue aux examens de certificat. Redoublera-t-il enfin? Non! il fera une 10<sup>e</sup> année – 12<sup>e</sup> année dans l'avant-projet – qui, enfin, lui permettra d'obtenir le certificat d'études. Il n'est pas précisé si l'élève en question devra repasser l'examen de certificat avec ses plus jeunes camarades – d'où, malgré tout, redoublement de l'élève – ou si l'année supplémentaire lui donne automatiquement droit au certificat. Cette 12<sup>e</sup> année, précise-t-on en revanche, n'est pas *un simple redoublement de la 11<sup>e</sup> année de scolarité*. [Elle]  *vise à combler les principales lacunes et à assurer les bases utiles à la formation professionnelle*<sup>9</sup>.

A quoi donc servait le redoublement auparavant?

### Une noble idée?

Point de critiques sérieuses et détaillées de la précédente réforme qui justifieraient que l'on s'attelle au travail titanique que représente la mise en place d'une nouvelle réforme, négation de certaines données élémentaires de l'expérience de l'enseignant, incohérences, refus horridique et absurde du redoublement, jusqu'au terme lui-même: voilà qui est amplement suffisant pour rejeter l'avant-projet qui nous a été soumis.

On objectera peut-être: mais la noble idée de réunir les élèves dans un même lieu? mais la belle idée de justice, qui enveloppe celle de l'égalité entre les enfants? Et ne prépare-t-on pas par là la paix sociale entre ces futurs adultes? Nous pensons également que la paix, la concorde entre les membres d'une même communauté est la finalité de la politique, à la réalisation de laquelle l'instruction participe. Mais nous croyons que la négation des inégalités scolaires entre les élèves n'amènera que discordes et injustices.

BENOÎT MEISTER

<sup>1</sup> Message de la cheffe du Département, p. 2, pour la première citation; «Informations générales», p. 5, pour la seconde.

<sup>2</sup> Commentaire de l'art. 98, p. 34.

<sup>3</sup> Art. 98, alinéa 2.

<sup>4</sup> Chapitre 9.

<sup>5</sup> Commentaire de l'art. 100.

<sup>6</sup> Art. 75; de même pour la citation suivante.

<sup>7</sup> Commentaire de l'art. 76.

<sup>8</sup> Art. 78, alinéa 1; même article, alinéa 2, pour les deux citations suivantes.

<sup>9</sup> Commentaire de l'art. 87.

## Juvenilia XCVII

Les élèves viennent d'assister à la projection d'un documentaire sur la vie d'Albert Camus. Un passage les émeut, malgré la médiocre qualité sonore de l'enregistrement: il s'agit de la lecture, presque *recto tono*, par un Jean-Louis Trintignant très inspiré, d'un extrait de *La chute*. C'est le récit de Jean-Baptiste Clamence assistant sans agir à la noyade d'une jeune femme qui s'est jetée dans la Seine. Le commentateur du film rapproche justement ce drame de la tentative de suicide de Francine, l'épouse de Camus.

A la fin de la projection, Ardea s'avance vers moi, l'air pincé:

– Vous nous avez présenté Camus comme un «homme de bien», ce sont vos termes...

– Malgré quelques contradictions (qui n'en a pas?), il a été droit dans ses actes et généralement cohérent. Oui, je pense que c'était un honnête homme.

– Eh bien je ne suis pas d'accord avec vous: quand il s'éprend de cette... cette actrice...

– Maria Casarès.

– Oui, c'est bien elle. Il a tellement fait souffrir sa femme qu'elle a eu une grave dépression et qu'elle a failli mourir. C'est dégoûtant et vous, vous trouvez que c'est «un homme de bien».

– Je reconnais que sur le plan conjugal, il n'était pas irréprochable, mais...

A ce moment, Jacky déboule dans la conversation, hilare et sans gêne, comme à son habitude:

– Cette meuf, elle était trop canon. Comment on peut résister à ça? C'est pas possible! Nous les hommes, on succombe quand on voit de la beauté... Les yeux! Vous avez vu les yeux?...

Etonnante, l'emprise d'une vedette au charme pourtant très daté sur un adolescent du siècle d'après. Par ailleurs, les filles trouvaient Camus bel homme, séduisant. Il est vrai qu'il ressemblait un peu à Humphrey Bogart, lui aussi décalé par rapport à leurs critères actuels.

J.-B. ROCHAT

## LA NATION

Rédacteur responsable:  
Jean-Blaise Rochat

Rédaction et administration:  
Place Grand-Saint-Jean 1  
Case postale 6724, 1002 Lausanne  
Tél. 021 312 19 14 (de 8h - 10h)  
Fax 021 312 67 14

Internet: [www.ligue-vaudoise.ch](http://www.ligue-vaudoise.ch)  
Courriel: [courrier@ligue-vaudoise.ch](mailto:courrier@ligue-vaudoise.ch)

Imprimerie Beck, Lausanne

## Séminaire 2010: Le paysan et le Pays

### Première soirée: état des lieux

La Ligue vaudoise consacre cette année son séminaire à la question agricole. Les termes retenus pour le titre du séminaire expriment le lien étroit qui unit le paysan et le Pays. Mais cette évidence étymologique est-elle toujours valable aujourd'hui, à une époque de globalisation généralisée? L'ouverture sans fin des marchés comme l'évolution des techniques de production, de transformation, de transport ou de distribution n'ont-elles pas rendu caduc ce postulat? La campagne contre le Cassis de Dijon ou la récente étude de l'ETHZ sur les «Conséquences d'un éventuel accord de libre échange pour la filière suisse des céréales» montrent combien ce thème est actuel.

Le premier orateur, Monsieur Jean-Luc Kissling, est secrétaire général de Prométerre, l'association professionnelle vaudoise des métiers de la terre. A ce titre, il est particulièrement bien placé pour dresser un état des lieux de l'agriculture suisse. Le monde agricole connaît depuis une vingtaine d'années des bouleversements très importants. Après une longue période de stabilité induite par la loi sur l'agriculture de 1951, le cadre général de l'activité primaire s'est considérablement modifié. A une vision essentiellement productiviste, héritée du Plan Wahlen, ont succédé une diminution de la réglementation, une ouverture des marchés ainsi qu'une prise en compte toujours plus grande des exigences écologiques.

Face à ces changements, l'agriculture suisse s'est déjà considérablement adaptée. Les modes de production respectueux de l'environnement et conformes aux exigences de la protection des animaux ont permis d'atteindre des résultats très positifs avec l'adhésion générale des exploitants et de leurs associations professionnelles. Mais cette évolution a aussi eu un prix. Trente-huit mille exploitations paysannes ont disparu depuis 1990, soit plus de cinq par jour! Le respect des contraintes écologiques tend également à une extensification des

cultures et donc à une moindre compétitivité. Or l'évolution de ces vingt dernières années s'est produite dans un contexte de baisse continue des prix et d'effondrement du revenu agricole. Sur la base de ce constat, M. Kissling s'élève avec force contre «le mythe de la Suisse, îlot de cherté» et tous ceux qui prétendent en imputer la faute aux produits agricoles. Il s'agit d'une grossière tentative de désinformation qui ne résiste ni à l'examen des faits, ni au simple bon sens, puisque la part de l'alimentation dans le budget des ménages ne représente aujourd'hui pas plus de 7%.

Pourtant le monde agricole se trouve plus que jamais menacé par une nouvelle détérioration de ses conditions cadres. Les négociations du cycle de Doha menées sous l'égide de l'OMC et le projet d'Accord de libre échange agricole (ALEA) entre la Suisse et l'Union européenne prévoient une nouvelle et très large ouverture des marchés. Instruit par l'histoire, M. Kissling prédit dans ce cas un effondrement de la production indigène, notamment de céréales, un appauvrissement accéléré de la population agricole et un dépeuplement des zones rurales qui empêcheraient alors l'agriculture de remplir les missions que lui fixe la Constitution et qui sont, outre l'approvisionnement de la population en produits de qualité, l'entretien des paysages et l'occupation décentralisée du territoire.

Pour le secrétaire général de Prométerre, c'est le système lui-même qui doit changer. A l'échelle des échanges internationaux, l'agriculture demande un traitement spécifique. Le libre échange est un régime qui ne lui convient pas et dont les conséquences sont nuisibles autant pour les consommateurs que pour les producteurs et cela aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres. En Suisse, une ouverture excessive des marchés n'éliminerait aucunement le prétendu «îlot de cherté» et conduirait, au contraire, à une dégradation de la production, de l'approvisionnement de la

population et des conditions de vie des exploitants agricoles. Des pistes existent néanmoins pour permettre le maintien d'un revenu agricole décent. La valorisation des produits au travers des appellations d'origine contrôlée (AOC) ou des indications géographiques protégées (IGP), le renforcement des exigences en matière de provenance des produits ou l'organisation d'interprofessions efficaces contribuent à cet objectif bien que le quasi duopole constitué par les deux grands distributeurs Migros et Coop exerce une forte pression sur les prix payés aux producteurs.

Le second orateur de la soirée fait justement partie de ces producteurs qui exploitent un domaine agricole dans le contexte compliqué qui a été présenté. Monsieur Jean-Bernard Chevalley, diplômé de la Haute école d'agriculture de Zollikofen, travaille dans le domaine familial à Puidoux depuis le début des années nonante et en a repris la conduite en 2002. Dès ses débuts professionnels, il n'a donc connu que les changements continus de la politique agricole fédérale. Cela ne l'a cependant jamais découragé, ni entamé sa conviction.

Il s'agit pour lui et son épouse d'un choix de vie qui leur permet de mener une activité indépendante et de concrétiser chaque année de nouveaux projets. Ainsi a-t-il développé un troupeau de quarante-cinq vaches pour la production laitière ainsi qu'autant de brebis pour la fabrication de fromages très appréciés. Une partie de sa production est écoluée directement auprès du consommateur, l'autre auprès d'une coopérative d'achat ou de distributeurs. Il organise également plusieurs fois par année des marchés qui lui permettent de rencontrer directement les consommateurs de ses produits.

En tant qu'agriculteur, Monsieur Chevalley perçoit très clairement les incessants changements et les incertitudes de la politique agricole. Plutôt que de chercher sans cesse à s'y adapter ou de tenter de s'y opposer en vain, il a pris le parti de suivre sa propre direction et

de réaliser les projets auxquels il croit. Il n'échappe évidemment pas à une complexification de son activité et à une charge administrative croissante, qui frise parfois l'absurde. Ainsi en est-il par exemple des contrôles relatifs aux conditions de détention des animaux qui doivent remplir des critères très stricts pour donner droit à des paiements directs. Grâce à la grande prévoyance de ces règlements et au zèle des contrôleurs, Monsieur Chevalley a donc pu vivre une version moderne de la fable du *Meunier, son fils et l'âne*. En effet, lors du dernier contrôle, il s'est avéré que les spécifications de la litière hivernale de l'âne étaient très précisément à l'opposé de celles devant être appliquées au troupeau de moutons que le brave animal accompagnait. Après palabres et discussions, il fut donc décidé d'ignorer le baudet et d'abandonner les trente francs de paiements directs qu'il aurait rapporté... Toutes les situations ne sont évidemment pas aussi aberrantes. Monsieur Chevalley a ainsi pu tirer parti d'une surface de compensation écologique pour promouvoir les variétés d'un ancien verger.

De son point de vue, les paiements directs sont justifiés car ils rémunèrent des activités ayant une valeur intrinsèque – la biodiversité, l'entretien des paysages, la protection des sols, etc. – qui ne peuvent être mises à la charge du seul consommateur. Il constate autour de lui que l'exploitation d'un domaine devient une activité accessoire pour un nombre toujours plus important d'agriculteurs au lieu de demeurer leur travail principal. Cette évolution le dérange car elle fausse les conditions d'exercice du métier de paysan et conduit subrepticement à un affaiblissement du monde agricole. En conclusion, Monsieur Chevalley a redit sa passion pour son métier et sa conviction d'avoir fait le bon choix. L'assistance ne s'y est pas trompée et lui a réservé ses chaleureux applaudissements.

VINCENT HORT

Séminaire 2010

**LIGUE VAUDOISE**

BUFFET DE LA GARE DE LAUSANNE, SALLE DES VIGNERONS

**LE PAYSAN ET  
LE PAYS**

MERCREDI 17 mars 2010 à 20h00

**Willy GEHRIGER**

Directeur de FENACO

**L'Accord de libre-échange agricole (ALEA),  
une grave menace pour l'agriculture suisse**

**Olivier DELACRÉTAZ**

Président de la Ligue vaudoise

**Le pays a besoin de paysans**

Les exposés seront suivis d'une discussion. L'entrée est libre.

**www.ligue-vaudoise.ch**

## Le Coin du Ronchon

### Des talibans de grand-papa contre les émeutes raciales

Il y a des plaisanteries fort usées mais qui continuent d'amuser. Par exemple, vous prenez un journaliste de *L'Hebdo* (ça peut marcher avec n'importe quel journaliste, mais ceux de *L'Hebdo* sont particulièrement n'importe lesquels), vous lui susurrez à l'oreille les trois lettres «UDC» et vous le regardez démarrer en trombe, tourner en rond rageusement, grogner et gratter le sol comme un sanglier furieux. C'est divertissant. Vous pouvez recommencer l'opération vingt fois, cent fois, ça marche toujours.

Ça a encore marché il y a deux semaines, lorsqu'on a vu le vaillant hebdomadaire se lancer dans une diatribe terrible contre «l'armée de grand-papa» prônée, paraît-il, par le conseiller fédéral Ueli Maurer. Cette vision de l'armée, nous dit-on, «affole les militaires et autres spécialistes de la sécurité». Dépassée, surannée, inadaptée, «l'armée de grand-papa» style UDC empêcherait la Suisse de se défendre contre les «nouvelles menaces qui la guettent vraiment», au rang desquelles le journaliste de service cite «la montée en puissance de la criminalité organisée, notamment italienne, russe et chinoise en Suisse, l'immigration

incontrôlée, les émeutes sociales et raciales».

Donc, si l'on comprend bien, les parangons de la Suisse progressiste et ouverte sont convaincus que nous nous trouvons aujourd'hui menacés par la criminalité étrangère et par une immigration incontrôlée susceptible de déboucher sur des émeutes raciales auxquelles seul un engagement de l'armée pourrait faire face. Et ils critiquent vertement l'UDC qui ne fait rien pour contrer ce danger. La thèse est originale. Est-on vraiment sûr que *L'Hebdo* est bon pour la tête?

Le plus remarquable est que l'auteur de l'article – sans doute tenté, dans la foule, de jouer sur la peur des musulmans – conclut que l'armée voulue par Ueli Maurer est une «armée de talibans». Des talibans de grand-papa, donc. La conclusion se veut ironique car, dans l'esprit quelque peu raciste du journaliste, les Talibans ne sont que de ridicules va-nus-pieds sous-développés. Dans la réalité, faut-il le préciser, ces va-nus-pieds sous-développés ont réussi à résister depuis de nombreuses années aux armées les plus puissantes du monde. N'est-ce pas là un bel hommage à notre «armée de grand-papa»?

LE RONCHON